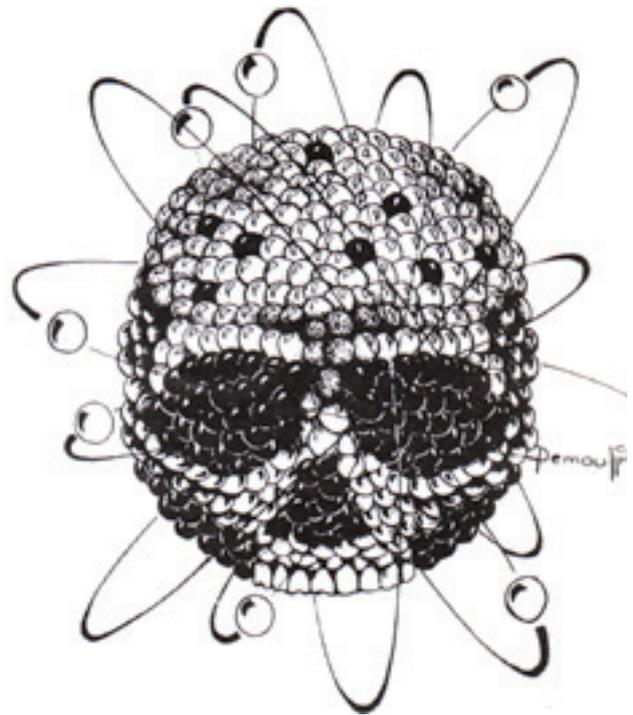
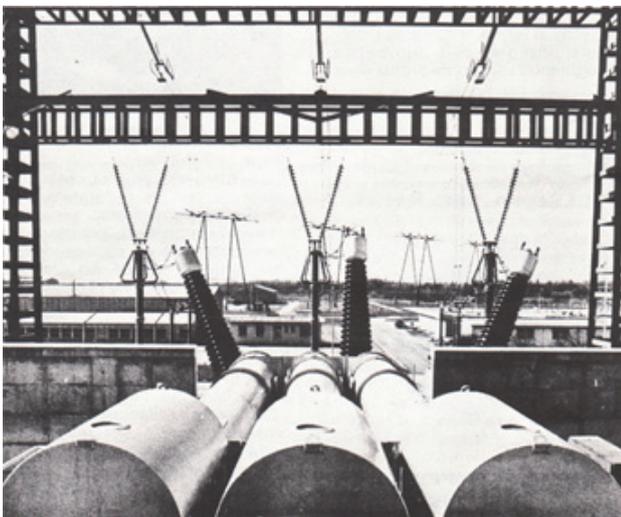


# l'araignée nucléaire

dossier préparé par  
J-F.Thoraval

Le choix nucléaire de la France a été fait au nom d'une politique énergétique nationale et indépendante au moment où la route du pétrole paraissait sur le point d'être coupée. Le moment choisi pour imposer ce qui était alors le « tout nucléaire » était parfait pour impressionner une opinion publique encore sensible à la religion scientifique. « Amen » au nucléaire puisque la science officielle en chantait les louanges suffisamment fort pour faire oublier qu'en matière d'indépendance nationale la décision était pour le moins curieuse. Non seulement la filière américaine choisie nous fait dépendre du bon vouloir d'une multinationale qui ne daigne même pas livrer tous ses dossiers techniques à EDF sous prétexte de secrets industriels, mais en outre la plus grande partie de notre uranium viendra de l'étranger. Quant à l'argument de la stabilité des cours, il revient à oublier que le prix de la livre d'uranium passera de 13 dollars en 1973 à 45 dollars en 1981, prix des marchés à terme...

Ce qui est grave, c'est que le gouvernement a ratifié la démarche technocratique de l'EDF. Une démarche qui consiste non pas à se conduire comme un service public fournissant l'énergie qui lui est demandée, mais comme une entreprise commerciale dont toute la politique consiste à augmenter sa production et à la caser à tout prix. De toute évidence, le gouvernement a été surpris par l'ampleur des réactions contre sa politique nucléaire et surtout par l'acharnement des gens directement concernés par



des projets d'implantation de centrales. Ce qui signifie qu'actuellement, en matière nucléaire, le pouvoir n'a plus qu'un objectif : mettre en place le plus grand nombre possible de centrales, en choisissant les lieux où l'opposition est la moins résolue.

Mais en dépit de ses tergiversations qui sont en partie provoquées par l'approche des élections municipales et législatives, la volonté de donner la priorité au nucléaire existe toujours. Elle représente trop d'avantages du point de vue de la centralisation de la production et de la réduction des risques de grèves, grâce à l'emploi d'un personnel peu nombreux et trié sur le volet par des méthodes policières pour qu'il y renonce. Le pouvoir tient à sa société nucléaire parce qu'elle fait partie du système de contrôle des populations : il s'agit de bien plus qu'un choix énergétique ou économique et la volonté nucléaire est en parfaite adéquation avec la démarche politique du « libéralisme musclé » de Poniatowski,

## la réponse des partis de gauche

Malheureusement, le gouvernement n'a guère été contesté par les partis politiques de l'opposition dans ce domaine. Curieusement, c'est en général parmi les centristes que l'on trouve le plus de réticence envers la politique nucléaire. Car, pour ce

qui est du PS, en dehors de quelques grognements emberlificotés, la religiosité envers le nucléaire est pratiquement la même. Réclamer plus de sécurité, par exemple, ne conduit pas le PS à remettre en cause fondamentalement le choix nucléaire : il est vrai que l'un des principaux responsables de l'EDF conseille le PS dans ce domaine... Il est à craindre que l'arrivée de ce PS au pouvoir ne changerait pas grand-chose et que la belle machine EDF se verrait simplement ordonner de faire un peu plus attention.

En fait, sans le dire explicitement, le PS tient un raisonnement simpliste qui a été celui du PC : à savoir que seul l'atome capitaliste pose des problèmes, « l'atome socialiste », lui, étant exempt de danger, tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la forme de société. Pendant longtemps la seule protestation du PC a été de déplorer que l'on ait abandonné la filière française au profit d'une licence américaine.

Mais il y a dans ce domaine un fait nouveau. En effet, à Tours, lors de l'élection législative partielle, le

candidat du PCF, Vincent Labeyrie, a déclaré publiquement qu'il souhaitait la limitation du nombre des centrales nucléaires et qu'il n'était « même plus sûr du tout que quelques centra/es atomiques étaient un mal nécessaire ». Or, Vincent Labeyrie est un écologiste mondialement connu. Non seulement il dirige l'Institut d'écologie de Tours, mais de plus il anime la Commission environnement mise en place auprès du Comité central en 1974... peu après la candidature de René Dumont. Tout ce qui a été dit à Tours sur le nucléaire et sur les énergies douces par ce représentant qualifié du PC l'a été en présence de Pierre Juquin qui a la responsabilité de toutes les questions d'environnement au Parti communiste.

**C.-M. VADROT ■**

## **l'opposition du PSU**

L'opposition du PSU au programme électronucléaire n'est pas conjoncturelle mais absolue, pour différentes raisons. D'abord, celui-ci vise à assurer au grand capital une masse accrue de profits tout en n'apportant aux travailleurs que des conditions sociales et politiques encore plus inacceptables tant au niveau de leurs revenus que de leur santé. Ensuite, il conduit à un renforcement de la centralisation technique, financière et politique du capitalisme. En particulier, il aura des conséquences très importantes sur l'organisation de l'espace, spécialement l'espace urbain : l'intérêt à réduire la longueur et les pertes des lignes électriques poussera à des concentrations industrielles et urbaines à l'échelle des centrales. La défense et la gestion de ces ensembles exigera une concentration politique et policière sans précédent.

C'est pourquoi l'opposition du PSU à ce programme n'est pas déterminée exclusivement par la nature du gouvernement qui l'assume, car le problème est qu'un gouvernement des travailleurs ne pourrait utiliser cette structure industrielle et urbaine de façon foncièrement différente.

### **lutte antinucléaire et unité populaire**

Le programme nucléaire de Giscard et du capitalisme français engage l'avenir de dizaines de millions de travailleurs. Pour que la lutte contre ce programme se développe et fasse reculer ce pouvoir, il faut que l'opposition au programme nucléaire s'intègre aux luttes générales des travailleurs. Une des conditions nécessaires réside dans la capacité des comités, des associations, syndicats et partis se réclamant de la classe ouvrière à conjuguer leurs efforts et à aider à la constitution d'une organisation commune d'action contre le programme électronucléaire.

Cette lutte enfin doit mettre explicitement en cause le gaspillage dissimulé sous l'idéologie de la croissance capitaliste afin de permettre l'alliance de la classe ouvrière et de larges couches sociales. C'est précisément parce qu'elle met en cause la finalité de la société qu'elle suscite les réserves et les refus des directions du PS et du PCF. Le rôle des révolutionnaires, en particulier des partisans du socialisme autogestionnaire est donc : d'une part, de mettre prioritairement en avant des revendications, des formes d'actions, d'organisation permettant la mobilisation du mouvement ouvrier dans son ensemble ; d'autre part, en militant au sein des associations et comités antinucléaires, d'aider ce mouvement à préciser ses orientations politiques.

Ainsi, la lutte contre le programme nucléaire pourra contribuer au rassemblement des forces sociales anticapitalistes, elle pourra être une des manifestations de la subversion autogestionnaire, c'est-à-dire de la révolution socialiste de notre époque.

**J.F. THORAVAL ■**

# la politique énergétique d'EDF

**Imposer le programme électronucléaire aux Français ne se fait pas sans mal. Chaque fois que l'EDF prospecte de nouveaux sites de centrales nucléaires, une nouvelle bataille se déclenche et la population se mobilise. Face à ces échecs de plus en plus nombreux au niveau local, l'EDF et le gouvernement ont décidé d'entreprendre des campagnes d'intoxication dans certains milieux sociaux-professionnels.**

Les enseignants ont été particulièrement choyés depuis un an. Le ministre de l'Education « ex-nationale » leur demande même d'instruire les élèves de la politique énergétique gouvernementale ! Une lettre très officielle est arrivée l'année dernière dans les établissements scolaires précisant aux professeurs que « le texte du cours sur l'énergie sera fourni avec des diapositives » ! Médecins, clubs locaux, etc. subissent le même endoctrinement...

Ce matraquage publicitaire a fait réagir un certain nombre d'enseignants. Plus de 2 000 d'entre eux ont lancé un « appel » (voir encadré ci-contre) dénonçant la publicité mensongère d'EDF.

Le premier but de cette campagne est tout simplement mensonger : persuader que « le nucléaire est sans danger », « qu'il n'y a pas eu d'accidents » etc. Mais si le mensonge est si bien organisé, c'est que le but visé est plus fondamental : il s'agit d'imposer l'idée de la croissance énergétique. La brochure de l'EDF intitulée « 3E » remise aux enseignants le répète inlassablement.

Tous les économistes savent bien qu'à partir d'un certain niveau, l'augmentation de la demande en énergie traduit le gaspillage et non pas l'activité industrielle (et à plus forte raison la « qualité de la vie »). Une comparaison simple entre la Suède et les Etats-Unis permet d'en faire la preuve : en 1973, le PIB (produit intérieur brut) par habitant était le même dans ces deux pays (US = 6 170\$) ce qui traduit l'idée couramment admise que le Suédois et l'Américain ont sensiblement le même niveau de vie. Par contre, la consommation d'énergie en TEC (tonne équivalent charbon) par habitant était en 1973 presque deux fois plus élevée aux Etats-Unis (US = 14 TEC, Suède = 8 TEC).

Il est donc clair que le choix d'EDF et du gouvernement est la course au gaspillage et à la consommation d'énergie pour le plus grand bien des trusts internationaux, et le véritable rôle de la publicité d'EDF est d'imposer ce choix malgré quelques remous dans certains milieux scientifiques (voir encadré).



## les contradictions du système

Imposer le gaspillage énergétique ne va pas sans problèmes dans le contexte actuel car il existe officiellement une « Agence pour les économies d'énergie ». L'EDF doit donc déployer une pression importante au niveau gouvernemental, et il est intéressant d'étudier sa façon de procéder.

L'analyse d'EDF est la suivante : il faut augmenter la consommation d'électricité tout en maintenant la consommation de pétrole (pas de concurrence déloyale avec ces messieurs !). Il faut donc trouver de nouveaux marchés. L'EDF les a trouvés : premièrement, l'équipement nucléaire qui est un gouffre énergétique dans les quinze prochaines années, et deuxièmement le chauffage électrique intégré qui permet (oh merveille !) de consommer deux fois plus d'énergie primaire pour le même service !

C'était trop ! L'Agence pour les économies d'énergie ne pouvait pas laisser passer ça. Dans une note de février 1976, remise aux membres de la Commission à l'énergie du VII<sup>e</sup> Plan, l'Agence dénonce la manœuvre d'EDF visant à imposer 2 900 000 de logements « tout électrique » en 1985 entraînant ainsi une surconsommation importante de fuel.

Mais une « Agence », fut-elle officielle et gouvernementale, ne saurait venir à bout de ces contradictions et, bien qu'elle ait demandé « la suppression totale du chauffage électrique intégré », la Commission au Plan fixa les prétentions d'EDF à 2 000 000 de logements « tout électrique » en 1985 (quitte à faire plus si la possibilité gonfle la demande...).

Le chauffage électrique intégré est en effet un

complément indispensable à l'équipement électro-nucléaire, et il est important de bien en comprendre le pourquoi.

### le rôle du chauffage électrique intégré

A moyen terme, le chauffage électrique intégré doit permettre d'augmenter les taux de profits dans deux secteurs industriels : le pétrolier et l'immobilier.

Les pétroliers, en effet, ont vu d'un mauvais œil le programme nucléaire gouvernemental, car actuellement le raffinage du pétrole donne inévitablement un sous-produit, le fuel lourd, que l'EDF est pratiquement seule à utiliser en France. Pour reconvertir leurs installations, les pétroliers demandent la bagatelle de 13 milliards de francs 1976 au gouvernement. En attendant, l'EDF a donc proposé de brûler ce fuel lourd pour faire de l'électricité... pour chauffer les habitations : rendement énergétique 30 %. Les pétroliers ne sont plus inquiets.

Dans le domaine de l'immobilier, le chauffage électrique intégré va avoir d'heureuses retombées... Ce qui permettra de l'implanter d'autant plus facilement. En effet, au point de vue investissements, ce type de chauffage réalise un transfert du promoteur à l'entreprise énergétique. L'Agence pour les économies d'énergie, (toujours elle !) a chiffré cette économie pour le promoteur à environ 14 000 francs (1976) par logement ! Mais rassurons-nous, ce n'est qu'un transfert. Au point de vue investissements totaux, il n'y a pas de différence, cela se répercutera seulement sur la note d'électricité ou la feuille d'impôt.

A long terme, le chauffage électrique intégré fait le bonheur de tous : les pétroliers se seront reconvertis grâce aux subventions du gouvernement. Ils n'auront plus de fuel lourd et les produits légers qu'ils fabriqueront à la place se vendront plus chers. L'EDF aura de nouveaux clients qui voudront beaucoup d'électricité : en 1985, d'après le VII<sup>e</sup> plan, le chauffage électrique intégré consommera autant que toute la sidérurgie française. Il faudra donc faire beaucoup de nucléaire. Les multinationales concernées, Westinghouse et consort, ont donc un bel avenir (1). Cette demande d'électricité, basée sur le gaspillage énergétique permettra de masquer le fiasco économique du programme électronucléaire

de plus en plus évident pour tous : après La Villette et Concorde, l'électronucléaire sera le bouquet final dont il faut parler pour terminer.

### les impasses économiques

Les camarades de la CFDT du CEA ont publié une étude (2) très détaillée et incontestée... même à l'EDF. Il ressort de cette étude que, par suite du nombre de centrales prévues, le programme nucléaire consommera plus d'énergie qu'il n'en produira jusqu'en... 1990 !

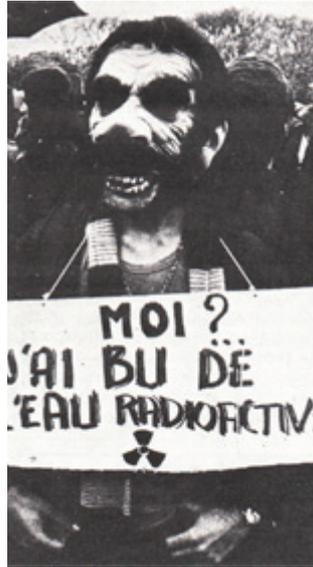
A cette date, nous serons donc, énergétiquement parlant, revenus à zéro ; mais la situation sera sensiblement différente de maintenant. En effet, les réacteurs actuellement en construction (PWR Westinghouse) brûlent de l'Uranium 235, c'est-à-dire seulement une infime partie de l'uranium naturel (0,7 % exactement). Les ressources mondiales estimées prévoient l'épuisement des réserves vers l'an 2000, c'est-à-dire d'ici 25 ans. Or, le bilan énergétique du programme électronucléaire a été calculé en supposant que les réacteurs avaient une durée de vie d'environ 20 ans. Ceci ne sera plus du tout vrai pour les réacteurs que l'on construira en 1990... puisqu'on ne pourra pas les approvisionner en uranium pendant toute leur vie. Le bilan économique s'en ressentira durement. Un matraquage publicitaire pour une gigantesque opération déficitaire, ce n'est pas la première fois que l'on assiste à ce processus. Celui-là est à la taille des profits géants qui s'annoncent à l'horizon. C'est encore nous qui serons les dindons de la farce comme le dit en termes très administratifs une note du ministère de l'Industrie (février 1976) :

« le financement du programme électronucléaire dépend essentiellement des possibilités d'actions en matière tarifaire.

Gilles BERNARD ■

(1) Lire à ce propos la brochure « Electronucléaire et développement capitaliste » PSU documentation février 1976.

(2) « L'Electronucléaire en France », édition du Seuil.



### Bibliographie nucléaire

- Le nucléaire en question.* — P. Samuel (Editions Entente).  
*Alternative au nucléaire.* — Institut économique et juridique de l'université de Grenoble (Presses universitaires de Grenoble).  
*L'électronucléaire en France.* — CFDT - CEA (Le Seuil-Points).  
*L'énergie c'est vous.* — Professeur Molo-Mollo (Stock. Coll. Vivre).  
*Ecologie et politique.* — M. Bosquet (Ed. Galilée).  
*L'énergie solaire.* — Percebois (Ed. du CNRS).  
*Ecologie, détente ou cycle infernal.* — P. Samuel (Coll. 10-18).

## remous chez les scientifiques

**La campagne publicitaire mensongère de l'EDF prend de telles proportions que des scientifiques (enseignants, chercheurs, universitaires) ont décidé de réagir. A la suite de l'« Appel des 400 », dénonçant les dangers du programme électronucléaire, ils ont créé une association, le GSIEN (1) (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire). Ce groupement vient d'éditer des « contre-commentaires » aux montages diapo de l'EDF.**

Le contre-commentaire « 3E » (Energie-Electricité-Environnement) aborde les questions d'approvisionnement énergétique et des différentes sources d'énergie possibles.

Le contre-commentaire « TEN » (techniques d'électricité nucléaire) développe les dangers des technologies nucléaires actuelles.

Ces contre-commentaires permettent d'utiliser les montages de 24 diapositives que l'EDF envoie gratuitement sur simple demande (EDF, 2, rue Louis-Murat, 75008 Paris). Ils dénoncent les mensonges officiels et mettent en évidence les impasses dans lesquelles nous entraîne le programme électronucléaire.

(1) GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 ORSAY.

## appel

**Plus de 2 000 enseignants ont déjà signé cet appel pour dénoncer le conditionnement direct et massif des jeunes par l'Education nationale en faveur de la politique gouvernementale de développement de l'énergie nucléaire. Nous appelons tous les militants à faire signer cet appel (signatures à renvoyer à : C. Pneda, 8, rue de Nice, 75011 Paris).**

Depuis plusieurs mois, l'EDF développe une campagne d'intoxication pronucléaire en diffusant sa publicité massivement auprès des enseignants, par l'intermédiaire des CRDP (Centres régionaux de documentation pédagogique).

Cette publicité vise à conditionner les jeunes en faveur du développement de l'énergie nucléaire.

Les établissements scolaires reçoivent de nombreuses brochures en couleur, des pochettes de 12 ou 24 diapositives, des offres de prêt de films 16 mm (sonore, couleur) pendant un mois, des propositions de conférenciers qui se déplacent sur demande pour les classes scientifiques, géographiques et économiques du second cycle, des offres de visites de centrales nucléaires adressées aux chefs d'établissement, pour les enseignants, sur papier à en-tête de l'Académie de Paris, des offres de stages de formation — tous frais payés (voyage en première classe), rémunérés (100 F par jour pendant quatre jours) — organisés entre autres par le ministère de l'Education, les adresses des services de relations publiques de l'EDF.

Nous dénonçons cette campagne d'intoxication, qui s'inscrit dans les pires traditions de manipulation publicitaire, a pour objet de contourner les critiques que soulève le programme nucléaire et qu'ont dénoncé les scientifiques, chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur (« Appel des 400 » actuellement plus de 4 000) ; les enseignants s'élèvent contre les pressions dont ils sont l'objet de la part du ministère de l'Education qui leur demande ouvertement de défendre et d'illustrer la politique gouvernementale en matière d'énergie.

Nous appelons tous nos collègues enseignants, animateurs, éducateurs et chefs d'établissement à refuser d'être les agents de publicité de l'EDF..



# tous à Creys-Malville le 3 Juillet

**L'opposition unanime des habitants de Plogoff (Bretagne) à l'implantation d'une centrale nucléaire et la marche contre l'usine de retraitement de La Hague le 6 juin ont montré le développement de la mobilisation populaire contre le programme nucléaire du gouvernement.**

La décision de construire Super Phénix constitue une escalade dans la politique gouvernementale et une véritable provocation vis-à-vis de la population puisque le surgénérateur sera au centre d'une région peuplée et à 50 km de Lyon. Face à la politique du fait accompli du pouvoir et de l'EDF qui, en plus de Super Phénix, ont décidé la construction, le long du Rhône, de quatre nouvelles tranches de centrales à Bugey et une centrale à Cruas dans la Drôme, de nombreux comités locaux antinucléaires se sont créés. Il se sont regroupés dans une coordination Rhône-Alpes et préparent depuis quatre mois l'occupation du site de Creys-Malville à partir du 3 juillet.

Un important travail de sensibilisation est fait auprès de la population des environs... : ainsi à Bellerive, le 4 juin, une réunion rassemblant plus de 500 personnes s'est tenue avec la participation de nombreux scientifiques parisiens, lyonnais et grenoblois. De même le Comité universitaire et scientifique grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire vient de sortir une brochure au titre évocateur : «Plutonium sur Rhône» (1). Son succès est grand dans la région malgré le black-out de la presse, y compris celle de gauche. Pourtant, les responsables et les techno-

crates d'EDF ne lésinent pas sur les moyens pour développer leur propagande anesthésiante auprès des notables et des habitants.

Il ne fait pas de doute que le 3 juillet sera un moment important de la lutte contre le programme nucléaire français. Dans cette perspective il est nécessaire que les forces politiques et syndicales, les organisations paysannes et écologiques s'engagent d'une manière unitaire pour le succès de cette opération. C'est pourquoi le PSU salue l'action des dizaines de comités locaux et l'action des associations écologiques, et qu'il considère comme un encouragement très important la prise de position de la CFDT réclamant un moratoire de trois ans pour le programme électronucléaire. Le PSU fera tout pour développer la mobilisation populaire afin de transformer Creys-Malville en un nouveau Larzac.

**J.F. THORAVAL ■**

(1) Pour se procurer « Plutonium sur Rhône », commander à CUSGPAPN, BP 16, 38120 Saint-Egrève. Joindre 6 francs par exemplaire commandé

## la société du plutonium

**Un conseil interministériel restreint s'est tenu le 15 avril 1976 pour mettre à jour la politique énergétique française. Une décision lourde de conséquences a été prise par le gouvernement, celle d'autoriser EDF à lancer dès cette année la construction de Super Phénix, une centrale nucléaire de 1 200 mégawatts électriques, du type surgénérateur. La France est le premier pays au monde à s'engager aussi vite dans l'exploitation de cette nouvelle génération de centrales nucléaires**

Pourquoi Super-Phénix ? Tout d'abord, le surgénérateur est présenté comme le relais indispensable des centrales à eau légère qui brûlent une variété d'uranium assez rare dans la nature et dont les réserves seront épuisées à la même époque que les

réserves de pétrole (d'ici vingt à trente ans). Le surgénérateur utilise un autre combustible, le plutonium, qui est fabriqué à petites doses dans les centrales à eau légère. Mais il a le gros avantage de fabriquer lui-même du plutonium à partir d'une autre variété



d'uranium, beaucoup plus répandue dans la nature. Il en fabrique même plus qu'il n'en brûle, d'où le nom de surgénérateur qui lui a été donné. Sans le surgénérateur, le programme électronucléaire débouclerait rapidement sur une impasse. Le plutonium accumulé dans les premières tranches permettra d'alimenter les premiers surgénérateurs qui, à leur tour, fourniront le combustible des suivants. La multiplication des surgénérateurs permettrait d'atteindre la fameuse indépendance énergétique.

Ce bel optimisme bute en fait sur un certain nombre de difficultés. Les Amis de la Terre ont ainsi mené une étude qui démontre que les surgénérateurs arriveront trop tard pour relayer les centrales à eau légère. Pénuries d'uranium et de pétrole risquent donc de se superposer, avec les à-coups économiques qui en résulteront.

Par ailleurs, l'extraction du plutonium des centrales à eau légère comme des surgénérateurs suppose un retraitement industriel de grosses quantités de déchets, très radioactifs. Il reste encore des obstacles techniques importants et le coût final de l'opération risque d'être très élevé.

---

### sans transition

Deuxième raison invoquée par le gouvernement français : l'avance prise par la technologie française dans la mise au point des surgénérateurs. D'autres pays ont étudié ce type de centrales mais ont ralenti leurs efforts. La France seule met les bouchées doubles, escomptant un créneau technologique qui permette, ultérieurement, des exportations fructueuses.

L'originalité française réside dans le fait qu'on hésite moins qu'ailleurs devant les risques de l'entreprise : on passe allègrement de Phénix (250 Mw) à Super-Phénix (1 200 Mw) alors que pour les centrales à eau légère, beaucoup moins dangereuses, on avait procédé par étapes progressives, sans qu'aucune étude de probabilités d'accident n'ait été effectuée.

Quant aux perspectives d'exportations, l'exemple de Concorde montre qu'il est difficile de vendre sur un marché dominé par les Américains des technologies qu'ils ne contrôlent pas. A moins que les éventuels clients sur lesquels compte le gouvernement ne soient tous ceux qui s'intéressent de près à la technologie du plutonium, clé de la bombe atomique. Le récent accord avec l'Afrique du Sud montre que le gouvernement français ne s'encombre pas de scrupules et qu'il n'hésitera pas, sur ce plan aussi, à prendre tous les risques.

---

### l'aventure du plutonium

A côté de l'argumentation officielle, il y a tout ce qu'elle ne dit pas. Tout d'abord, on retrouve l'ensemble des risques déjà dénoncés pour les centrales à eau légère : pollution radioactive par les rejets de gaz et de liquides radioactifs, multiplication des transports de matières fortement irradiées, stoc-

kage à long terme des déchets, pollution thermique importante. Tout cela commence à être bien connu. Venons-en aux risques spécifiques aux surgénérateurs.

- Le plutonium : il s'agit d'un métal lourd qui n'existe pas dans la nature. Fortement radioactif, le plutonium est extrêmement toxique : la dose inhalée qui provoque un cancer du poumon est estimée entre un millième et un millionième de gramme. Sa période radioactive est de 24 000 ans. A cause de ces propriétés, tout ce qui se rapporte au plutonium est l'objet de précautions draconiennes pour éviter une éventuelle dissémination. En fait, il est dès maintenant impossible d'assurer un contrôle et une comptabilité absolus des mouvements d'uranium et de plutonium. Qu'en sera-t-il avec la multiplication des surgénérateurs et des transports vers la seule usine de retraitement actuellement en service, à la Hague dans le Cotentin ?

- Le sodium : le seul réfrigérant actuellement utilisable pour évacuer la chaleur produite par le surgénérateur est un métal fondu : le sodium. Il faut savoir que le sodium explose au contact de l'eau, brûle spontanément au contact de l'air sans qu'on sache éteindre un tel feu. Au contact du cœur le sodium devient radioactif. Il y en aura 5 000 tonnes dans Super-Phénix. Un surgénérateur prototype soviétique de 350 mégawatts a ainsi connu un feu de sodium qui a duré six heures, à la suite d'une fuite de tuyauterie.

- Les risques d'excursion nucléaire : Le nom plaisant « d'excursion nucléaire » cache le fait que le surgénérateur est construit sur le principe même de la bombe atomique et que, comme cette dernière, il peut exploser. En raison du volume de matière fissile, les dégâts risquent d'être considérables. EDF ne conteste pas le fait puisque ce sont ses techniciens qui ont inventé le terme « d'excursion nucléaire ». Une telle explosion serait une catastrophe pour les régions limitrophes qui en subiraient les retombées. C'est la raison pour laquelle les autres pays ont préféré installer leurs prototypes de surgénérateurs dans des régions peu habitées. Seule la France les construit à proximité de grandes villes : Phénix près de Nîmes, Super-Phénix entre Genève, Lyon et Grenoble

---

### plutonium et libéralisme

Ce rapide survol d'un certain nombre de questions que soulève la décision de construire Super-Phénix a permis d'éclairer quelques-unes des raisons de notre opposition fondamentale. Sourd à toute argumentation et à l'inquiétude des populations directement menacées, le gouvernement engage l'avenir sans même consulter le Parlement. C'est qu'il est soumis aux pressions d'industriels qui n'entendent pas laisser passer un marché de plusieurs milliards ou dizaines de milliards de francs. C'est que cette pression du profit est relayée par celle de techno-

crates fascinés par la démesure même de leur technique.

A travers le premier pas de Super-Phénix se profile la généralisation des surgénérateurs. Celle-ci implique nécessairement, en raison des risques, une société policière. Il faudra surveiller très sévèrement toute la chaîne du plutonium, de la centrale à l'usine de retraitement, en passant par toutes les manipulations, stockage, transports, etc. La seule façon d'y arriver, c'est un dispositif policier très dense, un fichage et une surveillance serrée de tous. C'est aussi un système politique qui garantisse un immobilisme et un ordre social rigoureux, au nom de la sécurité des populations et de la protection des stocks de

déchets, des déchets qui resteront actifs et devront être surveillés pendant des milliers d'années.

Mais après tout, cette civilisation du plutonium, est-elle pour déplaire à Giscard, Chirac et autres Poniatoski ?

**P. MARQUESTE ■**

## les énergies de remplacement

**Au Danemark, l'énergie éolienne disponible et captable suffirait à couvrir des besoins énergétiques cinq fois supérieurs à ceux de 1975 ; la Régie Renault développe une filiale qui vend à l'étranger, Egypte et Mexique notamment, des pompes solaires qui offrent l'avantage d'être réparables par le moins qualifié des mécaniciens de village ; dans le sud de la France et en Savoie, plusieurs écoles sont en partie chauffées par le soleil ; au Havre, depuis le début du mois de juin, cinq pavillons solaires « fonctionnent », et dans les conditions les plus défavorables, ils économiseront 50 % d'énergie par rapport à des maisons normales ; au Portugal et à Malte, les écologistes s'aperçoivent avec surprise que plusieurs milliers d'éoliennes fonctionnent encore en permanence dans les campagnes ; le prix des chauffe-eau solaires baisse de mois en mois, une exposition « énergies libres » organisée par le Centre Pompidou est ouverte pour plusieurs mois...**

Il est possible de multiplier les exemples tendant à prouver que les énergies « propres » (ou libres, ou douces...) émergent désormais de la clandestinité et du royaume de l'utopie. Après avoir longuement prêché dans le désert, les écologistes s'allient aux techniciens pour montrer que le recours à des énergies inépuisables et non polluantes est non seulement possible mais rentable à moyen terme comme à court terme.

Malheureusement les premiers chauffe-eau solaires cachent le choix nucléaire : près de six milliards de francs seront consacrés à l'énergie nucléaire en 1976 contre... 230 millions pour les énergies nouvelles. Ces énergies ont accédé à la crédibilité mais le pouvoir et les industriels se gardent soigneusement de fournir à ces énergies la possibilité de se développer massivement. Involontairement sans doute, le titre de l'exposition qui se tient au musée des Arts Décoratifs en fournit la raison : il s'agit d'énergies libres.

Il est évident que le recours généralisé, au moins pour les besoins domestiques, au vent et au soleil, implique le développement d'une société décentralisée et autogérée : le contraire de la société nucléaire que l'on contrôle étroitement en s'aidant du

besoin de sécurité. Installer sur une maison ou sur un immeuble un dispositif qui coupe partiellement ou totalement les liens (et la sujétion) avec EDF, cela signifie que des gens ne sont plus à la merci d'une production centralisée, qu'ils gèrent eux-mêmes leur production d'énergie.

Les études réalisées depuis quelques années ont fait la preuve qu'en l'espace d'une vingtaine d'années entre 25 et 35 % au minimum de l'énergie domestique pourrait être fournie par le soleil et par le vent : éoliennes, capteurs solaires et piles solaires ne coûteront pas bien longtemps plus cher que des installations esclaves de l'électricité. De toute façon on sait déjà qu'en dépit d'une production limitée (entre 1 500 et 3 500 francs pour un chauffe-eau solaire équipant une grande maison individuelle), les équipements sont rentabilisés en trois à cinq ans. Ensuite non seulement l'énergie prélevée ne remet en cause aucun équilibre naturel, non seulement elle est disponible en quantité illimitée, mais de plus elle est totalement gratuite. Enfin, il faut rappeler que les générateurs solaires ayant peu de pièces en mouvement s'usent peu, tombent rarement en panne.

Les énergies libres, cela peut être l'indépendance d'un maximum de gens, de villages entiers

vis-à-vis de l'infrastructure énergétique. Angoisse du pouvoir qui voit se profiler cette perspective : il est impossible de vendre le soleil et le vent. Alors, à tout hasard, de grandes entreprises ont commencé à racheter des petites boîtes qui fabriquent des engins solaires. Souvent plus pour contrôler et geler le marché que « pour faire des affaires ».

La perspective immédiate est celle des immeubles alimentés en chaleur, voire en électricité, de façon autonome. Un chauffage gratuit qui se trouve entièrement entre les mains des habitants de l'immeuble. Ce qu'il faut réclamer, ce qui doit devenir une revendication à caractère politique, c'est la construction de ces immeubles : pour que soit prouvé qu'il n'est pas besoin de vivre en pays chaud pour que l'énergie solaire soit rentable ; des maisons solaires, outre celles du Havre, fonctionnent dans l'est et dans le nord de la France et pas seulement dans les pays au ciel souvent bleu..

Il faut répandre la certitude que le soleil et le vent ne sont pas seulement des idées d'énergies « à la mode », mais tout simplement la seule issue démocratique au problème de l'énergie, la seule façon



de redonner aux gens le contrôle d'une partie de leur existence. Capturer le soleil et le vent, c'est retrouver en quelque sorte une créativité dans son existence, c'est s'apercevoir que la chaleur, l'électricité ne sont pas des bienfaits octroyés magiquement par un pouvoir, mais le résultat d'une technique que chacun peut comprendre. Ce phénomène de démystification, de surprise devant l'électricité a été observé partout où des éoliennes ont été mises en place : des paysans dont les pères ou les grands-parents avaient pourtant produit avec une petite rivière le peu d'électricité dont ils avaient besoin, avaient oublié que faire du courant électrique, « c'était aussi simple ».

Les énergies douces, non seulement c'est possible, non seulement il s'agit d'une solution qui n'a rien d'utopique pour la moitié au moins de nos besoins, mais en plus c'est rentable pour notre société industrielle et c'est la première des antidotes contre la centralisation.

**C.-M. VADROT ■**